



Lettre n° 299 du 3 septembre 2023

Au sommaire :

- **Les politiciens au secours de Macron va-t-en guerre contre le monde du travail et les peuples** - *Christine Héraud*
- **Ukraine, les populations sacrifiées aux rivalités entre les grandes puissances dans une guerre par procuration sans fin** - *Galia Trépère - Trame d'une intervention aux RER du NPA*
- **De la guerre en Ukraine à l'escalade militariste et belliciste, le mouvement ouvrier face à la menace de la mondialisation de la guerre** - *Yvan Lemaitre - Trame d'une intervention aux RER du NPA*

Les politiciens au secours de Macron va-t-en guerre contre le monde du travail et les peuples

Douze heures de réunion à huis clos entre Macron et les chefs des partis parlementaires, de LFI au RN, mercredi 30 août à Saint-Denis... Que pouvait-il sortir de cette farce alors que Macron, discrédité, affaibli, sans majorité au parlement tentait de reprendre la main dans le jeu politique, en jouant les rassembleurs ?

L'occasion pour le RN et la droite d'exercer leur pression xénophobe et réactionnaire, sur « *les questions de violences de la drogue qui gangrènent nos territoires, du communautarisme, de l'immigration* ». (Ciotti)

La NUPES qui promettait d'en partir s'est finalement complaisamment prêtée à l'exercice jusqu'au bout, affichant l'hypocrite déception que Macron ait balayé d'un revers de main ses propositions alors que, fort de sa victoire sur les retraites, il n'avait organisé cette mascarade que pour les mettre à sa main ! Ridicules, ils espéraient « *des annonces* ». Grotesque conclusion du secrétaire du PCF Fabien Roussel, « *se parler, c'est déjà une bonne chose* » ! Tous sont disponibles pour un nouveau jeu de dupes, la Convention sociale « *sur les carrières et les branches situées sous le salaire minimum* » annoncée par Macron à l'issue de la rencontre de Saint-Denis. Et ils n'ont pas eu la moindre critique ni même réserve sur la guerre par procuration menée contre la Russie en Ukraine ni sur la politique française en Afrique sur lesquelles Macron a ouvert la réunion, union nationale oblige...

Macron-Darmanin dans la peau de Le Pen

La farce politicienne du dialogue et du consensus d'un Président sans majorité voudrait donner le change alors que Macron reprend à son compte et se fait le défenseur de tous les préjugés réactionnaires, fonds de commerce

de l'extrême-droite. Dans le fatras de ses annonces de rentrée, il a mis en avant son ambition de « *réduire significativement l'immigration* ».

Il propulse Darmanin qui se présente comme un rempart face à Le Pen en faisant sa politique.

Instrumentalisant la laïcité, l'annonce faite par Gabriel Attal, nouveau ministre de l'éducation, de l'interdiction des abayas à l'école n'est pas seulement une manœuvre de diversion mais participe de cette surenchère xénophobe et raciste qui vise à entretenir sur ce terrain pourri un climat de tension permanent. Macron en a rajouté pour affirmer qu'il serait « *intraitable* », c'est à dire qu'il en ferait une campagne politique au nom de la défense de « *nos valeurs* » qui, dans le contexte d'offensive belliciste des USA et de l'Otan, ne peut manquer de rappeler le thème d'extrême droite de la défense de l'Occident.

Embrigader et mettre au pas la jeunesse

L'offensive idéologique réactionnaire de Macron-Darmanin vise particulièrement la jeunesse.

Sa révolte, sa puissance de contestation leur fait peur et ils entendent la mettre au pas, l'embrigader derrière les « *valeurs républicaines* » bourgeoises, exigeant de l'école et des enseignant·e·s qu'ils en soient les exécutant·e·s. Plutôt que mettre tous les moyens matériels et humains pour lutter contre l'échec scolaire, les 20 % d'enfants qui entrent en sixième sans savoir lire ou écrire, Macron cherche à « *restaurer l'autorité de l'école* », en faire un lieu de discipline, de militarisation avec l'instauration du SNU, le service national universel, de contrôle des esprits et des corps, avec l'interdiction de l'abaya et le retour de la discussion sur le port de l'uniforme.

La jeunesse des classes populaires, dont la révolte après l'assassinat du jeune Nahel par la police en juin a été violemment réprimée par la police et des tribunaux d'exception, est poussée en masse vers l'apprentissage et les stages en entreprises pour les jeunes des lycées professionnels, pour répondre aux besoins du patronat.

L'offensive contre le monde du travail s'intensifie

La mascarade du « dialogue constructif » de Macron est d'autant plus hypocrite qu'il a déjà annoncé clairement les nouvelles attaques qu'il prépare contre le monde du travail et les classes populaires.

Au nom de la dette abyssale de l'État creusée par le « quoi qu'il en coûte » qu'il faudrait maintenant rembourser, ce sont les travailleur·e·s que le gouvernement veut faire payer, en s'en prenant aux dépenses sociales.

Les franchises médicales vont doubler (pharmacie, consultations, laboratoires...) et les arrêts-maladie seront plus contrôlés. La réforme de l'assurance chômage, qui va se poursuivre et se durcir dans les mois qui viennent, réduit de 25 % l'indemnisation des chômeurs et les conditions d'accès à celle-ci, tandis que Macron prépare sa réforme du marché du travail « *pour produire plus en travaillant davantage* ».

Alors que les prix de l'alimentaire, des carburants et de l'électricité continuent de grimper, l'inflation, loin de reculer comme l'annonçait Bruno Le Maire pour septembre, ruine le pouvoir d'achat des classes populaires. La hausse de 10 % des prix de l'électricité au 1er août, à laquelle s'ajoute celle des prix du carburant, a fait bondir les prix de l'énergie de 6,8 % sur un an, les patrons de l'énergie comme de la grande distribution s'assurant des super profits en continuant de faire monter les prix. Quant aux promesses démagogiques du gouvernement qu'il n'y aura pas de hausses d'impôts, elles sont démenties par l'explosion de la taxe foncière, jusqu'à 59 % de plus à Paris.

Les profits explosent

Le gouvernement rend responsable de l'explosion de la dette de l'Etat le soutien et la protection qu'il aurait apportés aux travailleurs et à la population alors qu'il n'a fait que protéger les profits des grands groupes capitalistes à coup de dizaines de milliards. Les bénéfices des entreprises du CAC40 n'en finissent pas de battre des records, près de 80 milliards d'euros pour le seul premier semestre de 2023, en hausse de 10,5 % par rapport au premier semestre 2022.

Et le gouvernement assure que cela va continuer. « *Nous continuerons à baisser les impôts des entreprises dans les années qui viennent, je ne veux laisser aucun doute sur ce sujet* » a promis Bruno Le maire aux patrons à l'université d'été du Medef. La CVAE, contribution sur la valeur

ajoutée des entreprises, sera définitivement supprimée en 2027.

En toute indépendance des jeux politiques et du dialogue social, mener notre propre combat

L'offensive politique, idéologique, sociale du pouvoir, de la droite et de l'extrême droite vise à nous mettre au pas, à étouffer la vague de contestations qui les a paniqués, pour nous imposer leur économie de guerre, la guerre qu'ils mènent pour les profits et les intérêts du grand patronat et des multinationales, en Ukraine aux côtés de Biden et de l'OTAN, et sur tous les terrains en Afrique où les tensions créées par leur politique pourraient aussi déboucher sur des interventions armées.

Alors que les travailleurs et la jeunesse ont à faire face à l'augmentation des coûts de l'énergie, de l'alimentation, du logement -2 000 enfants et leurs familles dorment à la rue-, aux salaires qui ne suivent pas, l'intersyndicale appelle « *à une journée de mobilisations et de manifestation le vendredi 13 octobre contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme* ». Une nouvelle journée d'action, après les 14 journées d'action contre la réforme des retraites qualifiées non sans cynisme par Berger de « *stratégie perdante* », ne peut être une réponse pour le monde du travail. L'intersyndicale refuse d'aller à l'affrontement avec Macron et les patrons, renvoyant les travailleurs à leur entreprise en appelant « *les employeurs à ouvrir des négociations* », Marylise Léon, la nouvelle numéro un de la CFDT, se défendant de vouloir « *prendre une revanche contre Macron* ».

La secrétaire générale de la CGT Sophie Binet a déclaré défendre « *plus que jamais un meilleur partage de la richesse produite...* », un leurre alors que les besoins de profit du capital exigent la surexploitation des travailleurs et des peuples et posent le problème de qui dirige la société.

Les longs mois de lutte contre la réforme des retraites, pour les salaires, contre l'exploitation de la terre, contre la répression... ont fait prendre conscience à nombre de travailleur·e·s, de jeunes de la nécessité de rompre avec les appareils et cadres institutionnels politiques et syndicaux, de prendre nos affaires en main pour diriger nous-mêmes nos luttes et demain la société. C'est cette conscience qu'il nous faut continuer à faire vivre et développer dans nos AGs de lutte, nos collectifs, nos interpros, parmi les équipes syndicales pour les luttes à venir, pour opposer à l'effondrement économique capitaliste et à la guerre la perspective de la réorganisation démocratique et socialiste de la société.

Christine Héraud

Ukraine, les populations sacrifiées aux rivalités entre les grandes puissances dans une guerre par procuration sans fin

Le 24 août dernier, le journal *Le Monde* publiait, dans un article intitulé « *Derrière le secret des pertes militaires, un massacre à grande échelle* », un bilan des victimes militaires de la guerre en Ukraine que le *New York Times* tenait d'officiels américains qui avaient témoigné sous le sceau du secret. Il y aurait 500 000 morts et blessés au total parmi les soldats des deux armées, sans compter les victimes civiles en Ukraine causées en particulier par les bombardements russes. Un bilan terrible auquel il faut ajouter en Ukraine les destructions de villes et d'infrastructures, de saccages des récoltes et des terres agricoles.

Une boucherie sans fin

La guerre de tranchées qui se mène à l'est et au sud s'avère un calvaire pour les soldats des deux armées et les populations de la région, « *un grignotage lent, sanglant et malaisé* », d'après un journaliste des *Echos* dans un article du 14 août dernier. Les dirigeants des deux camps s'ingénient à remplacer les soldats morts et blessés par de nouveaux contingents à envoyer à la boucherie. En Ukraine, le recrutement est au cœur de la corruption, Zelensky a dû en révoquer l'ensemble des responsables qui se faisaient offrir des pots de vin pour permettre d'échapper à la réquisition. En Russie, dont la population est près de quatre fois plus nombreuse qu'en Ukraine, le pouvoir a cherché à éviter les troubles que pourrait susciter une nouvelle mobilisation forcée comme cela avait été le cas en septembre 2022. Il a d'abord recruté des prisonniers contre la remise de leur peine, puis offert aux hommes qui s'enrôlent une solde de 2000 euros, 4 ou 5 fois supérieure au salaire moyen russe et l'assurance de fortes indemnités pour leur famille en cas de mort ou d'invalidité. Et Poutine préparerait déjà une nouvelle mobilisation.

Cette boucherie est appelée à durer, quels que soient les revers ou les avancées des uns ou des autres sur le terrain, les dirigeants des deux camps ne voulant aucun compromis, aussi bien le tyran Poutine, pour qui se joue le maintien de son pouvoir, que Zelensky sous la pression de sa droite ultra-nationaliste et des puissances occidentales coalisées dans l'Otan auxquelles il a fait allégeance. Celles-ci, en premier lieu les Etats-Unis, ont jusqu'à présent fermé toute voie à une issue diplomatique en faisant leur exigence de Zelensky de reprendre tous les territoires annexés par la Russie de Poutine, y compris la Crimée.

La guerre s'éternise et pourrait aussi s'étendre. L'État polonais joue le rôle de tête de pont de l'Otan contre la Russie, avec un budget militaire atteignant déjà 4 % de son PIB, au-delà des 2 % préconisés par l'Otan, des éléments de l'armée ukrainienne sont impatients de bombarder la Russie et on ne peut exclure que Poutine qui a déjà agité la menace d'utiliser l'arme nucléaire mette celle-ci à exécution.

Aucun soutien à cette guerre ! L'ennemi est dans notre propre pays !

Les peuples ukrainien et russe, et au-delà, n'ont aucun intérêt à cette guerre et il n'y a pas d'autre moyen d'en finir que la révolte des classes populaires contre leurs propres dirigeants, avec pour objectif la fraternisation entre les travailleurs ukrainiens et russes débouchant sur une fédération socialiste des Etats russe et ukrainien. La question qui se pose à nous et à l'ensemble du mouvement révolutionnaire est comment y contribuer, et a minima, vu le manque de nos forces pour intervenir en Russie et en Ukraine, n'apporter aucun soutien à la politique belliciste de notre propre gouvernement. Comme le disait au début de la Première guerre mondiale le révolutionnaire allemand, Karl Liebknecht, « *L'ennemi est dans notre propre pays* ».

Cette analyse et les conclusions qui en découlent - aucun soutien à cette guerre, fraternisation entre les peuples - est clairement indépendante de l'idée d'une « guerre de libération » du peuple ukrainien, d'une guerre entre la seule Russie de Poutine et l'État ukrainien, d'une guerre isolée de son contexte international. Cette conception mensongère est à la base de la propagande de nos gouvernements, des USA et de l'Otan, de l'UE.

Celle-ci est partagée par la plupart des forces politiques, y compris malheureusement par certains courants de l'extrême gauche. Elle se fonde sur l'idée que seul Poutine est responsable de la guerre parce qu'il est l'agresseur, et responsable des crimes et des exactions de l'armée russe en Ukraine. Ce qui est incontestable mais sont mises de côté les responsabilités des vieilles puissances impérialistes, en premier lieu les Etats-Unis qui dirigent l'Otan, qui depuis l'effondrement de l'URSS en 1991 n'ont cessé de travailler à l'isolement de la Russie devenue capitaliste en intégrant, pays après pays, tous les Etats qui faisaient partie du glacis soviétique dans leur coalition militaire, l'Otan, et dans l'Union européenne.

Retour sur les origines de la guerre, la responsabilité des USA et de l'Otan

C'est en 2008 que les rapports entre la Russie et les puissances occidentales se sont irrémédiablement détériorés, lorsque l'Otan, lors de son sommet annuel qui se tenait en avril 2008 à Bucarest, a mis dans son agenda l'intégration à l'Alliance de la Géorgie et de l'Ukraine. La Géorgie et l'Ukraine sont les deux seuls pays sur le front occidental de la Russie, si on excepte la Biélorussie, qui n'y étaient pas encore intégrés. Poutine avait clairement fait savoir que c'était une ligne rouge à ne pas dépasser, qu'il considérait que c'était une « *menace existentielle* » pour la Russie. Poutine a d'ailleurs, dans les semaines qui ont suivi, lancé une expédition militaire en Géorgie en soutien aux républiques séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du

sud. En persistant dans leur volonté de faire de l'Ukraine « *un bastion de l'Occident aux frontières de la Russie* », selon l'expression du professeur américain spécialiste des relations internationales John Mearsheimer, les dirigeants de l'Otan n'ignoraient pas qu'ils risquaient de déclencher une réaction brutale de Poutine.

En 2014, suite à la révolte de Maïdan qui a abouti au renversement de Ianoukovitch, le dictateur ukrainien étroitement lié au régime russe, Poutine a occupé la Crimée et encouragé la sécession du Donbass en armant en sous-main les milices séparatistes pro-russes. A partir de cette date-là, Poutine pouvant désormais être présenté comme l'agresseur, l'Ukraine a été armée et entraînée par l'Otan, participant régulièrement aux manœuvres militaires de l'Alliance en Europe de l'Est. Au point que le *Wall Street Journal* commentait les succès de l'armée ukrainienne face à l'agression russe dans son numéro du 13 avril 2022 par ce titre : « *Le secret des succès militaires de l'Ukraine : des années d'entraînement dans l'Otan* ».

Les accords de Minsk qui ont suivi n'ont jamais été appliqués et n'ont servi qu'à laisser le temps à l'Ukraine de se préparer à la guerre, comme le déclara plus tard Angela Merkel. Pas plus qu'aujourd'hui, les vieilles puissances impérialistes occidentales ne cherchaient un accord sur la sécurité en Europe incluant la Russie.

Dire que l'Otan n'aurait aucune responsabilité dans cette guerre était déjà faux en 2014, continuer à le soutenir aujourd'hui relève de l'aveuglement alors que tous les sommets de l'Otan depuis février 22 sont consacrés au soutien militaire à l'Ukraine, que les Etats-Unis et l'Otan ont associé à ce soutien, non seulement les 31 Etats membres de l'Otan mais au total une cinquantaine de pays, dont la Corée du sud, le Japon, l'Australie à travers le groupe de soutien à l'Ukraine dit de « Ramstein » du nom d'une des plus importantes bases militaires américaines en Allemagne.

L'engagement direct de l'Otan dans la guerre n'est pas de la même nature que lors de la guerre froide. L'Otan est aujourd'hui le bras armé de la coalition des vieilles puissances impérialistes pour maintenir leur domination sur le monde contre l'ensemble des nations qui la contestent.

Les rivalités entre grandes puissances pour l'accaparement des richesses

2008, c'est aussi un tournant dans le développement de la crise du capitalisme mondialisé dont l'aggravation brutale entraîne une exacerbation de la concurrence économique sur l'ensemble de la planète, une accentuation de l'exploitation des travailleurs et du pillage des ressources naturelles, l'exacerbation des tensions sociales et guerrières.

Fondamentalement, c'est de cette lutte pour l'accaparement des richesses, la mainmise sur les ressources minières, en énergie et agricoles que procède la guerre.

C'est évidemment une des préoccupations majeures de Poutine dans cette guerre, assurer aux capitalistes

russe la sécurité de leur pillage, l'accès aux richesses de l'Ukraine, c'est sur cette capacité qu'il fonde son pouvoir en plus de la démagogie nationaliste qui lui assure le soutien d'une partie des couches populaires. Les revers dans la guerre, l'affaire Prigojine jusqu'à sa brutale élimination, sont autant d'indices de la fragilisation de son pouvoir.

Mais les vieilles puissances impérialistes, les Etats-Unis et leurs alliés de l'Otan, sont mues par les mêmes intérêts qu'elles camouflent sous les pieux mensonges de la lutte des démocraties contre les dictatures et de la liberté des peuples. Elles ne font pas que profiter de l'agression de Poutine contre l'Ukraine pour s'engager dans une surenchère militariste seulement parce que celle-ci profite à leurs multinationales de l'armement. Elles sont les principales responsables de l'engrenage guerrier dans lequel celui-ci s'est engagé en Ukraine et elles font de la population ukrainienne la chair à canon de la guerre par procuration qu'elles mènent contre la Russie et pour construire des alliances militaires contre la Chine.

Pour la fraternisation des travailleurs et des peuples

La guerre en Ukraine s'inscrit dans l'offensive des Etats-Unis pour tenter de préserver leur hégémonie mondiale contestée par de nouvelles puissances émergentes. Elle leur a permis de reprendre pied en Europe en prenant la tête d'une vaste coalition qui ne se limite pas aux pays européens membres de leur alliance militaire, l'Otan, mais inclut entre autres des Etats de l'Indo-Pacifique, Corée du sud, Indonésie, Japon, Australie, au total une cinquantaine de pays qui font partie du groupe de Ramstein. Dans leur ligne de mire, il y a évidemment la Chine.

La gravité de la situation nécessite de mener un large débat dans l'ensemble du mouvement ouvrier et, évidemment, le mouvement révolutionnaire. Nous ne sommes plus à l'époque de la guerre froide, mais une nouvelle période inédite, un nouveau stade de développement du capitalisme qui débouche sur une période de guerres et de révolutions.

Notre solidarité avec la population ukrainienne est indissociable de notre solidarité avec la population russe et s'inscrit dans le combat internationaliste contre les brigands de tous bords qui protègent les intérêts des classes exploiteuses et dressent les peuples les uns contre les autres, les sacrifient à la défense de leurs intérêts.

Nous jugeons essentiel de soutenir politiquement les militants internationalistes ukrainiens et russes et nous exprimons ce soutien par notre indépendance politique à l'égard de Macron et de l'Etat français en refusant l'union sacrée autour de la guerre, non seulement en n'apportant aucun soutien à celle-ci mais en la dénonçant comme contraire aux intérêts des peuples.

Galia Trépère

(Trame d'une intervention aux RER du NPA)

De la guerre en Ukraine à l'escalade militariste et belliciste, le mouvement ouvrier face à la menace de la mondialisation de la guerre

La guerre en Ukraine, loin d'être une guerre locale dont la folie grand-russe de Poutine serait seule responsable, s'inscrit dans l'évolution des rivalités entre grandes puissances et constitue un tournant dans l'évolution des rapports internationaux. Elle contribue à attiser rivalités et tensions, provoque une escalade belliciste et accentue la militarisation du monde. Elle ouvre sans retour en arrière possible un processus de décomposition des relations internationales fondées sur la domination des USA et des vieilles puissances impérialistes, c'est-à-dire à une mondialisation de la guerre. Faut-il parler de la menace d'une troisième guerre mondiale comme on peut souvent le lire ?

Tout dépend de ce que l'on entend par là. Convoquer l'histoire en prédisant une apocalypse dont Hiroshima et Nagasaki étaient les préludes tout en menaçant le prolétariat de cette terrible sanction s'il ne l'empêche pas, est stérile. Cela aveugle plutôt que d'ouvrir les consciences aux possibilités réelles et concrètes que le monde du travail, les exploités puissent s'opposer à cette marche à la guerre et de travailler à élaborer une politique pour l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire.

La référence à une troisième guerre mondiale renvoie, inévitablement, aux deux premières, aux années 30, une analogie historique qui domine le mouvement trotskyste, la menace du fascisme, la menace d'une troisième guerre mondiale intégrée dans une vision catastrophiste du marxisme, indissociable du moralisme militant volontariste. Cette compréhension est tout aussi erronée, d'une certaine façon, que celle qui reprend à son compte le retour à la guerre froide.

L'histoire n'est pas un éternel recommencement ni l'analogie une analyse, et assimiler l'expérience du passé n'est pas être dominé par lui.

Les analogies peuvent éclairer une question à condition de ne pas pratiquer des copier/coller ni de plaquer mécaniquement sur la réalité de vieux concepts, comme l'impérialisme, plutôt que d'appliquer la méthode critique du marxisme, historique et matérialiste, comprendre les évolutions en cours et leurs conséquences.

Il ne s'agit pas ici de revenir sur ce que l'historien Hobsbawm appelait « le court XXème siècle » mais de prendre en compte les événements et processus de la lutte de classes qui ont changé la base du monde : les révolutions coloniales, l'effondrement de l'URSS, la mondialisation et la révolution technologique, l'émergence de nouvelles grandes puissances, les BRICS, et le développement de relations d'interdépendance économique.

Le monde dit bipolaire de la guerre froide a cédé la place à l'instabilité d'un monde multipolaire, un impérialisme multipolaire si on peut dire, incertain, qu'aucune grande

puissance n'est aujourd'hui en mesure de réguler. Bien au contraire, les USA sont devenus le principal facteur d'instabilité et de guerre par leur politique, que Bush avait engagée pour élargir et affirmer leur domination mondiale, puis après leur échec, maintenir leur hégémonie. Et l'on ne peut mécaniquement assimiler les nouvelles puissances capitalistes comme la Chine, la Russie, l'Inde aux vieilles puissances impérialistes, même s'il n'est pas en soi gênant de qualifier leur politique expansionniste d'impérialiste à condition de ne pas se limiter à ça ni de subir la pression de la propagande officielle prompte à dénoncer les nouveaux impérialismes. Ces nouveaux impérialismes sont les anciens pays coloniaux ayant conquis leur indépendance nationale pour s'affirmer comme Etats capitalistes participant au marché mondial.

Nous ne sommes pas pacifistes au sens où nous savons que la guerre est inhérente au capitalisme, et nous avons besoin d'une évaluation juste des possibles évolutions à venir pour anticiper les conditions d'un processus révolutionnaire, seul à même d'empêcher l'escalade militariste qui s'est emparée de la planète de déboucher sur une guerre mondialisée. « *Nous considérons l'histoire du point de vue de la révolution sociale. Ce point de vue est en même temps théorique et pratique. Nous analysons les conditions de l'évolution telles qu'elles se forment sans nous et indépendamment de notre volonté, afin de les comprendre et d'agir sur elles par notre volonté active, c'est-à-dire par la volonté de la classe organisée* » écrivait Trotsky dans Europe et Amérique.¹

L'impérialisme à l'heure du capitalisme financier mondialisé, c'est quoi ?

La question n'est pas académique. De la façon dont nous comprenons les transformations passées et les évolutions en cours dépendent nos capacités d'intervention actuelles et à venir. L'impuissance du mouvement révolutionnaire face à la guerre en Ukraine, paralysé parce que prisonnier de la pression de la propagande officielle désignant l'impérialisme russe comme seul responsable et défendant une mythique lutte de libération nationale en est l'illustration. D'autant que la lutte contre la guerre est indissociable de la lutte contre l'inflation et pour les salaires qui participe de la même lutte contre l'État de l'aristocratie financière, sa politique de guerre économique, sociale et militaire.

Nos analyses ont besoin d'intégrer les profondes transformations du monde depuis la fin des empires coloniaux avec la fin de la guerre du Vietnam en 1975 puis l'effondrement de l'URSS bradée par la bureaucratie. Ces profondes transformations, loin d'atténuer les contradictions

¹ <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/europeameric/eur1.htm>

du capitalisme au stade suprême, les ont exacerbées à l'extrême.

Du stade de libre concurrence en passant par le stade impérialiste, la logique de l'accumulation du capital a donné naissance, par différentes voies, au capitalisme mondialisé, le stade tardif et sénile du capitalisme financiarisé mondialisé, nous espérons son stade ultime.

Les bouleversements géopolitiques auxquels nous assistons en témoignent, le récent sommet des BRICS regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud en est une illustration à un autre niveau que la guerre en Ukraine ou le bellicisme US contre la Chine. Le « Sud global » qu'il vaudrait mieux désigner comme les anciennes colonies exploitées et pillées par les vieilles puissances impérialistes, - regroupées dans ce qu'il est convenu d'appeler le camp occidental -, et ayant conquis leur indépendance et intégré le marché mondial, conteste la domination des USA et de leurs alliés. Les BRICS, loin de rivaliser sur le plan économique avec le G7 qui rassemble ces vieilles puissances, viennent de s'élargir à l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis. Ils représenteront désormais 46 % de la population de la planète et un peu plus du tiers du PIB mondial. Ils prétendent remettre en cause la domination du dollar sur l'économie et le marché mondial, domination qui donne aux USA un privilège exorbitant et qui ne correspond plus à la réalité du marché capitaliste mondial. Si ce dernier est dominé par quelques centaines de multinationales, les liens d'interdépendance qui constituent l'économie-monde d'aujourd'hui et l'indépendance nationale des Etats exacerbent la concurrence et en multiplient les acteurs. Cette contestation du rôle du dollar dans les échanges mondiaux ne remet en rien en question le marché capitaliste mais vise à y défendre les intérêts des puissances émergentes.

Ce sont 40 pays qui postulent à intégrer les Brics et, aujourd'hui, tous les États capitalistes participent à un titre ou à un autre, d'une façon ou d'une autre, aux rivalités entre grandes puissances, entre puissances régionales ou locales, en sont objets et sujets sans qu'aucune grande puissance puisse imaginer imposer son leadership et réguler les désordres du marché.

Il n'y aura pas de super-impérialisme si ce n'est au prix d'une apocalypse nucléaire qui menacerait la civilisation voire l'existence même de l'humanité.

Les USA, de la déroute afghane du 15 août 2021 à la guerre par procuration contre la Russie, ne sont plus en mesure d'assurer l'ordre mondial, ils deviennent le principal facteur d'instabilité et de guerre par leur lutte pour maintenir leur hégémonie.

L'évolution des contradictions du capitalisme au stade impérialiste ont débouché sur un monde où toutes les questions convergent vers la nécessité de changer radicalement le mode de production en liquidant la propriété privée capitaliste pour instaurer la propriété collective, sociale des moyens de production et la coopération entre les peuples.

Ainsi, les déséquilibres et l'instabilité du capitalisme mûrissent les conditions de nouvelles explosions sociales, d'un processus révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme mondialisé.

Arme économique déterminante, le militarisme en marche

Concurrence économique et guerre sont intimement liées, continuation de la lutte des classes sur le terrain international, le militarisme en est une composante organique. Le militarisme est la politique du capital et des États qui le servent, une arme dans la guerre économique et commerciale.

La mondialisation du capitalisme financiarisé est une mondialisation armée qui donne à la militarisation une dimension planétaire jamais atteinte jusqu'alors.

Les grandes puissances cherchent à asseoir leur domination et à agrandir leur sphère d'influence, pour mieux servir les intérêts de leurs classes dominantes respectives en jouant de la concurrence. Et la crise transformera tôt ou tard la guerre commerciale qu'elles livrent en guerre tout court, guerres locales, régionales, mondiales. Elles s'y préparent, comme le montre l'augmentation des budgets militaires partout dans le monde et elles entraînent dans leur folle et macabre sarabande tous les pays.

La guerre en Ukraine marque un tournant, aboutissement et nouvelle étape de l'élargissement de l'OTAN vers l'Est, la poursuite de la stratégie globale inaugurée par Bush, la guerre sans fin pour défendre l'hégémonie américaine. Elle trouve son prolongement maintenant dans la région du Sahel en Afrique. Après le coup d'État au Niger, derrière l'annonce par la CÉDÉAO d'une intervention militaire, se trouvent les puissances impérialistes, qui ont l'intention d'empêcher la Russie et la Chine de s'implanter davantage sur un continent dont l'importance stratégique croît rapidement. Elles fomentent une nouvelle guerre par procuration où les grandes puissances s'appuient sur les ambitions de pays capitalistes locaux pour défendre leurs propres intérêts.

Difficile de qualifier d'impérialistes ces petits pays capitalistes qui cependant s'insèrent dans le jeu des grandes puissances pour tenter d'y jouer leurs propres cartes.

L'engagement de tous les Etats dans le maelstrom de la concurrence mondialisée crée les possibilités de l'instrumentalisation des Etats par les grandes puissances, les guerres par procuration, tout en participant à la décomposition des relations internationales qui porte la menace d'une conflagration généralisée dont personne ne peut prévoir le rythme et le retour à des formes directes de conquête et d'occupation territoriale, un nouveau partage du monde entre grandes puissances et puissances régionales.

De l'impossible super-impérialisme à l'impérialisme multipolaire ou le chaos du capitalisme mondialisé

La possibilité d'une troisième guerre mondiale inscrite dans la continuité des deux premières se concentre sur l'affrontement sino-américain qui combine guerre commerciale et technologique, militarisme et propagande belliciste. C'est devenu un lieu commun que d'envisager un conflit militaire Chine-USA pour le leadership sur le monde, idée entretenue par les diverses officines de propagande occidentale, sorte de retour du péril jaune des années 1960, mise en scène de la lutte du bien contre le mal, de la démocratie contre la dictature et le communisme... Cette propagande belliciste masque le fait que la dite démocratie toute relative est un privilège des nations riches, des vieilles puissances impérialistes qui, après avoir pillé pendant des siècles les richesses de la planète se préparent aujourd'hui à se donner à l'extrême droite pour défendre et perpétuer leurs privilèges menacés et s'engagent dans la guerre permanente contre les peuples qui entendent jouer leur rôle sur la scène mondiale.

La logique de la guerre sans fin de Bush se prolonge autour de Taïwan. À plusieurs reprises, Biden a déclaré publiquement que les États-Unis interviendraient si la Chine déclençait une invasion de l'île, intervention qui a commencé par l'aide qu'il apporte à sa préparation militaire. Les initiatives visant à renforcer la présence militaire américaine dans la région Asie-Pacifique se sont intensifiées au cours des derniers mois.

En février dernier, par exemple, Washington a dévoilé ses plans visant à renforcer sa présence militaire aux Philippines en occupant des bases dans la partie de ce pays la plus proche de Taïwan. Washington utilise la guerre en Ukraine pour construire des alliances en vue de les fondre dans une coalition dirigée contre la Chine. Il s'agit de nouer - ou renouer - des partenariats multilatéraux, sur le modèle du traité de coopération militaire signé par les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni (Aukus) ou du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QUAD) liant les États-Unis, l'Australie, le Japon et l'Inde, mais aussi de resserrer les alliances bilatérales déjà anciennes conclues entre les États-Unis et des États comme le Japon, les Philippines ou la Corée du Sud. Le Japon anticipe la guerre en engageant son réarmement pour rompre avec le pacifisme qui depuis la fin de la deuxième guerre mondiale était devenu la loi.

De la guerre commerciale et technologique en passant par la militarisation à la guerre tout court il n'y a qu'un pas que les tensions accumulées rendent possible, mais de là à une guerre totale entre les deux États il y a un autre pas qui, lui, semble difficilement imaginable. Cette guerre plongerait la planète dans une apocalypse aux conséquences irrémédiables.

Certes, une telle hypothèse ne peut être écartée alors que le système est hors contrôle, que les maîtres du monde sont le jouet de leur propre politique dont ils ne maîtrisent nullement les effets. Les pires surenchères et escalades sont possibles. Rien ne peut être écarté. Cependant nous ne devons pas laisser enfermer nos raisonnements dans une grille de lecture fondée sur la lutte pour la supréma-

tie mondiale qui signifierait la victoire d'un super-impérialisme. Une telle hypothèse est impossible. Cela n'exclut nullement une guerre par procuration, les USA soutenant et armant Taïwan, comme ils le font aujourd'hui pour l'Ukraine, dans le but d'affaiblir la Chine.

Un tel conflit amplifierait le processus de décomposition des relations internationales en cours dans la foulée de la guerre en Ukraine dont l'onde de choc frappe dès maintenant l'Afrique. Il provoquerait, par le jeu des alliances diplomatiques et militaires, de nouvelles tensions pouvant déboucher sur une généralisation de la guerre dans un chaos qu'il est bien difficile d'imaginer. Pourrait ainsi s'ouvrir une guerre pour le repartage du monde entre grands empires, Amérique, Europe, Chine, Inde sous la férule de régimes militaires dictatoriaux, une terrible régression de la civilisation.

Aucune hypothèse ne peut être écartée en conséquence de la crise globale d'un capitalisme sénile qui pourrait retrouver ses traits de jeunesse impérialiste sous une forme démentielle, déchaînements de violence sociale, raciale, économique, politique et militaire, nucléaire. Il serait illusoire de croire que la menace nucléaire constitue une force de dissuasion. La seule force de dissuasion est l'intervention des travailleurs et des peuples.

C'est notre scénario, notre hypothèse et notre combat, la seule voie de salut pour l'humanité.

La logique belliciste n'a rien d'inévitable, bien au contraire. La route sanglante de la marche à la guerre est aussi la route de la faillite du capitalisme, de ses institutions, la ruine de l'ordre établi et la voie vers la révolution et la victoire du socialisme à l'échelle mondiale.

Le capitalisme sénile laisse la place à la jeunesse du socialisme et du communisme. Une nouvelle période de guerres et de révolutions s'est ouverte.

En réponse au militarisme, au nationalisme belliciste, le prolétariat mondialisé et la lutte pour le socialisme

La généralisation de la guerre que prépare la militarisation du monde participe de la crise globale du capitalisme, crise économique et sociale, politique, écologique, la réponse ne peut être que globale.

La guerre que, dès 1914, Trotsky décrivait comme le soulèvement des forces productives contre le carcan national qui les étouffe, est aussi le soulèvement de la terre contre l'exploitation qui la détruit, le soulèvement des travailleurs et des peuples contre l'oppression et la tyrannie de la finance.

Il n'a pas de paix possible avec ce système de guerre permanente, pas d'anti-impérialisme qui pourrait corriger la loi du plus fort qui régit les relations entre les nations, il n'y a pas d'autre issue que le soulèvement des travailleurs et des peuples pour construire un nouvel ordre mondial fondé sur leur coopération.

Les dirigeants fous de ce monde fou veulent « être prêts à la guerre de haute intensité », le mouvement ouvrier a

besoin de se donner une stratégie visant la préparation d'une guerre sociale de haute intensité.

La question de la guerre ne se réduit pas à des questions géostratégiques mais concentre la question des rapports entre les classes. La lutte contre l'inflation et la lutte contre la guerre sont un même combat.

Il ne s'agit pas de se donner bonne conscience avec des mots d'ordre pacifistes comme « *hors d'Ukraine les troupes russes* », « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », « *dissolution de l'Otan* » ou des proclamations anti-impérialistes, mais bien d'armer politiquement et organisationnellement la seule classe capable de donner vie au droit des peuples, à la démocratie, à une paix démocratique fondée sur la coopération des peuples.

L'inquiétude qui gagne les esprits cherche des réponses et ne pourra se satisfaire des ambiguïtés et de bons sen-

timents. La globalité des questions auxquelles l'humanité est confrontée exige des réponses radicales et contribue à créer une conscience, une solidarité internationales au détriment des appartenances nationales. Une nouvelle culture est en train de naître contre le nationalisme et la propriété capitaliste qui ont perdu toute base économique et sociale pour ne répondre qu'à la domination d'une minorité parasite et prédatrice.

La guerre en Ukraine n'est pas un épisode qui pourrait être bientôt résolu et suivi d'un retour à la « normalité ». C'est le début d'une violente éruption d'une crise mondiale qui ne peut trouver d'issue progressiste, du point de vue de l'avenir de l'humanité, que dans la révolution socialiste mondiale.

Yvan Lemaitre

Trame d'une intervention aux RER du NPA